

BUREAU VERITAS SE RENFORCE SUR LE MARCHÉ AGROALIMENTAIRE AUSTRALIEN

Bureau Veritas a annoncé une prise de participation majoritaire dans le capital de la société australienne Dairy Technical Services (DTS), le plus grand laboratoire australien d'analyses de la filière agroalimentaire, aux côtés d'AsureQuality société publique néo-zélandaise.

Cette opération permettra à Bureau Veritas d'accéder aux marchés des principaux acteurs de la filière en Asie-Pacifique, en offrant une large palette de services qui permettent de réduire les risques, garantir la qualité et améliorer la productivité tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Depuis sa création en 1954, DTS est le partenaire d'un grand nombre d'industriels australiens de l'agroalimentaire, assurant le suivi et garantissant l'intégrité des produits agricoles et agroalimentaires du champ à l'assiette.

Basée à Melbourne, l'entreprise Dairy Technical Services a également trois autres laboratoires dans le pays. Elle emploie 400 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 35 millions d'euros en 2015.

AsureQuality, partenaire de Bureau Veritas dans DTS, apportera son expertise reconnue dans la filière agroalimentaire en s'appuyant sur le réseau mondial de Bureau Veritas.

Cette opération est porteuse de nombreuses synergies à court terme.

AOF - EN SAVOIR PLUS

Les points forts de la valeur

- Numéro un mondial (5 % du marché) sur le marché de l'inspection et de la certification des produits ;
- Groupe remanié en quatre divisions aux revenus équilibrés : le marine et offshore, matières première, industrie et infrastructures, biens de consommation, services aux gouvernements et commerce international ;
- Marché bénéficiant d'une tendance structurelle au renforcement des normes et des contrôles dans tous les secteurs ;
- Fortes barrières à l'entrée, forte capacité à faire passer des hausses de prix et récurrence à 34 % du chiffre d'affaires grâce aux contrats pluriannuels ;
- Montée en puissance des émergents dans le chiffre d'affaires (29 % Asie-Pacifique), derrière l'Europe-Moyen-Orient-Afrique (44 %) et devant les Amérique (27 %) ;
- Stratégie fondée sur 3 moteurs de croissance, les activités industrie, les biens de consommation et les analyses de produits pétroliers ;
- Positions fortes et historiques en Chine, premier pays du groupe par les effectifs, second par le chiffre d'affaires ;

- Croissance externe soutenue, avec des acquisitions relatives sur le résultat (7 opérations sur les 9 premiers mois de l'année) ;
- Hausse régulière du dividende.

Les points faibles de la valeur

- Exposition pénalisante au secteur pétrolier et aux mines (1/4 des revenus), entraînant dépréciation d'actifs ;
- Sensibilité à la conjoncture économique mondiale, d'où un avertissement sur résultat 2015 et un manque de visibilité jusqu'à la mi-2016 ;
- Présence plus importante dans des secteurs cycliques –marine, construction et biens de consommation- que ses concurrents SGS et Intertek ;
- Faiblesse persistance de la France (18 % du chiffre d'affaires).

Comment suivre la valeur

- Statut de valeur de retournement ;
- Sensibilité aux déclarations de SGS ;
- Nouvelle stratégie de croissance devant générer 2 Mds€ de revenus supplémentaires en 2020 : 2 zones clés : les Etats-Unis et la Chine, avec pour leviers les ressources humaines, la gestion des grands comptes, et le digital ; une croissance annuelle des revenus de 8 à 10 %, une marge opérationnelle de 17,5 % environ ;
- Réalisation des anticipations 2016 d'une croissance organique en légère hausse, de 1 à 3%, et d'une marge opérationnelle entre 16,5 et 17 % ;
- Dossier spéculatif lié à une cession de sa participation de 40 % par Wendel, le concurrent SGS pouvant être intéressé par le dossier, selon certains analystes.

Services aux entreprises

Les entreprises de sécurité privée sont sous pression suite aux attentats du 13 novembre dernier à Paris. Elles sont confrontées à une demande de nouveaux types d'acteurs, comme les cafés et restaurants.

Selon le Syndicat national des entreprises de sécurité, contrairement aux attentats de janvier 2015, les besoins sont pérennes. Mais dans ce secteur, les recrutements sont longs et compliqués car tout agent de surveillance doit bénéficier de 140 heures de formation et faire l'objet d'une enquête de moralité. Il doit désormais non seulement assurer les contrôles mais aussi percevoir les risques.

Les entreprises de sécurité privée ont mis en place dès 2012 une autorité de contrôle, le CNAPS, dépendante du ministère de l'Intérieur, pour professionnaliser le secteur.